

Unité inter-départementale Gard-Lozère
4 avenue de la gare
BP 132
48005 MENDE Cedex

Mende, le 03/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL

ZAE du causse d'Auge
20-22 rue de la Draine
48000 MENDE

Références : [référence à compléter](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2022 dans l'établissement ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL implanté ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 MENDE. L'inspection a été annoncée le 19/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 22 avril 2022 fait suite au signalement par l'exploitant de l'étranglement des exutoires de son produit "combustible solide résiduel"(CSR), conduisant à l'accumulation des produits amonts au CSR à savoir : déchets industriels banaux (DIB), refus de tri et déchets d'éléments d'ameublements (DEA).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL
- ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 MENDE
- Code AIOT dans GUN : 0006602540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'entreprise Environnement Massif Central exploite un centre de tri, transit et traitement de déchets sur le Causse d'Auge à Mende. Le contrôle porte sur la gestion des stocks de produits amonts au CSR, et les mesures de lutte contre l'incendie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions relatives au stockage extérieur de déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a permis de constater un stock important en amont de la ligne de production de CSR ne permettant plus de respecter les distances d'éloignement nécessaires à la prévention de la propagation d'un incendie.

La visite a également permis de constater la dégradation d'une porte métallique déroulante cloisonnant les deux compartiments du bâtiment B3 bis. Le 02 mai, il a été constaté que la porte avait été réparée.

L'exploitant n'a pas pu justifier que la partie du bâtiment B3 bis accueillant du bois broyé est couverte par le système de détection incendie présent dans le bâtiment. L'exploitant doit attester de l'effectivité du système de détection sur cette zone ou, le cas échéant, le mettre en place et en informer l'Inspection des installations classées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Quantités de déchets stockés	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article Article 5.6	/	Sans objet
Référentiel réglementaire relatif aux stockages extérieurs de déchets	AP de Mesures Conservatoires du 05/06/2019, article Article 3.1	/	Sans objet
Mesures conservatoires AP du 16 octobre 2020	AP de Mesures Conservatoires du 16/10/2020, article Article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est engagé dans son courrier du 2 mai à un retour à la normale avec une évacuation sous 4 semaines. Il en va de la nécessaire réduction du risque incendie, et ce jusqu'au rétablissement des conditions prescrites par l'arrêté de mise en demeure et de mesures conservatoires du 5 juin 2019. L'engagement de l'exploitant de résorber cette situation sous 30 jours va faire l'objet d'un suivi par l'inspection des installations classées à l'issue duquel d'éventuelles suites administratives pourront être proposées.

Les documents qui n'ont pu être présentés à l'inspection, tant sur le suivi des stocks que la gestion du risque incendie, doivent être transmis à l'inspection sous 30 jours. Enfin, l'exploitant veillera, sous 30 jours, à justifier d'un système de détection couvrant l'ensemble du bâtiment B3 bis, qui accueille des matériaux combustibles. L'ensemble de ces constats sont "susceptibles de suites".

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives au stockage extérieur de déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 05/06/2019, article Article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : 3.1 Dispositions relatives aux stockages extérieurs de déchets Sous un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les stockages extérieurs de déchets respectent les dispositions suivantes : - déchets plastiques : Les îlots sont aménagés de manière à ne pas permettre la propagation d'un incendie au sein d'un établissement. Cet aménagement repose sur des mesures techniques et ou organisationnelles ; - combustibles solides de récupération (CSR) : îlots de surface n'excédant pas 400 m ² , situés au moins à 10 m de toute construction et au moins à 10 m des autres îlots de déchets (au moins 15 m

pour les déchets plastiques) ;

- déchets d'équipements d'ameublement : îlots de surface n'excédant pas 400 m², situés au moins à 5 m de toute construction et au moins à 5 m des autres îlots de déchets (au moins 15 m pour les déchets plastiques et au moins 10 m pour les CSR).

L'exploitant dispose d'un système précis de suivi des stocks de déchets présents et des durées de séjour. Cet état est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place des contrôles réguliers pour s'assurer du non-dépassement des quantités autorisées, du non-dépassement de la taille des îlots et du respect des distances d'isolement. Ces contrôles font l'objet d'une traçabilité tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en œuvre des inspections visuelles fréquentes des zones de stockage de déchets extérieur. La fréquence est définie selon une procédure établie par l'exploitant. Elle est renforcée en période estivale. Ces inspections visuelles et les points de contrôle font l'objet d'une traçabilité.

Constats :

Le référentiel réglementaire mobilisé par l'exploitant pour l'ilotage des stocks extérieurs (surface et distances de séparation) est l'arrêté préfectoral de prescriptions conservatoires n° PREF-BCPPAT-2019-156-004 du 5 juin 2019.

L'exploitant dispose d'une procédure de réception et de surveillance des stocks de DEA datée du 15/12/2020, ainsi que d'une procédure dédiée à la gestion des stocks de matières plastiques datée du 10/02/2021. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une procédure pour le stockage des DIB. Cette procédure doit être transmise à l'inspection.

L'exploitant fait réaliser un contrôle régulier des quantités stockées, des tailles des îlots et du respect des distances d'isolement, notamment à chaque changement de poste soit deux fois par jour. La traçabilité de ces contrôles n'est pas mise en place.

La visite sur le terrain permet de constater le non respect des distances prescrites de séparation des 3 îlots de déchets entrants dans la composition du CSR à savoir, l'îlot de DIB, l'îlot de refus de tri et l'îlot de DEA. Le stockage se présente sous la forme d'un seul et même îlot d'environ 1200m² selon l'exploitant, soit la surface totale de stockage disponible (cf planche photographique). La distance séparant le stockage du bâtiment n'est pas affectée par le surstock.

Cette situation de surstock résulte de la mise à l'arrêt des cimenteries, pour cause de grève, débouchés du CSR. L'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures techniques et organisationnelles à même d'assurer le respect des prescriptions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral sus-mentionné.

La reprise de l'activité des cimenteries permet à l'exploitant d'envisager un retour rapide à une situation de conformité. Pour cette raison, une deuxième visite a été réalisée le lundi 2 mai afin de constater l'évolution des quantités stockées. La fréquence d'évacuation du CSR a significativement augmenté. Aussi l'exploitant a-t-il pu recréer une séparation de 3 à 4 m entre les DEA et le refus de tri, augmentée d'une cloison métallique (photo). Les refus de tri et DIB ne forment toujours qu'un seul îlot. Dans la lettre jointe au présent rapport et datée du 2 mai, l'exploitant détaille les mesures prises pour renforcer la surveillance départ de feu et le fonctionnement de son système de détection sous astreinte nuit, week-end et jours fériés. Ce document présente également les mesures organisationnelles de gestion du stockage. Comme il a été demandé, l'évolution des quantités stockées fait l'objet d'une information à l'Inspection deux fois par semaine, et ce jusqu'à résorption du surstock.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2019 ne sont pas respectées or, en novembre 2021, un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé pour la régularisation du site. L'étude de dangers de ce dossier précise les modalités de stockage extérieur des déchets telles que les effets domino en sont empêchés, comme en atteste la simulation "Flumilog" (pages 257 et 259).

L'exploitant s'est engagé dans son courrier du 2 mai à l'application de ces dispositions sous un mois et demi, avec une évacuation significative sous 4 semaines.

Les documents qui n'ont pu être présentés à l'inspection, tant sur le suivi des stocks que la gestion du risque incendie, doivent être transmis à l'inspection sous 30 jours.

Enfin, l'exploitant veillera, sous 30 jours, à justifier d'un système de détection couvrant l'ensemble

du bâtiment B3 bis, qui accueille des matériaux combustibles. L'ensemble de ces constats sont susceptibles de suites.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Mesures conservatoires AP du 16 octobre 2020

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 16/10/2020, article Article 2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée : Article 2 : Mesures conservatoires au titre de l'article L.171-8 II</p> <p>2.1 Détection d'incendie au niveau des stockages extérieurs Les stockages extérieurs de déchets (papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois et CSR) sont équipés d'un système de détection incendie. Ce dispositif est conçu, dimensionné et installé de manière à détecter, à tout moment, tout départ de feu sur les zones de stockages concernées. Le dispositif est distinct d'autres dispositifs de surveillance (telle que les surveillances anti-intrusion) et transmet sans délai une alerte à l'exploitant.</p> <p>L'exploitant remet sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude relative à la mise en place du dispositif de détection défini au premier alinéa du présent article.</p> <p>Cette étude propose un plan d'implantation du dispositif, quelle que soit la technologie retenue, de manière à ce que la surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection. Cette étude prend en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.</p> <p>Ce dispositif de détection est mis en place sous un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté .</p> <p>2.2 Surveillance</p> <p>A compter de la date de notification du présent arrêté, en dehors des heures d'exploitation (y compris le week-end et les jours fériés), une surveillance de l'installation, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte sans délai en cas de sinistre.</p> <p>2.3. Défense incendie</p> <p>L'exploitant réalise sous un délai de 3 mois un état des lieux des ressources en eau disponibles sur son site en établissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan détaillé des réseaux d'eau d'incendie ; - une vérification des caractéristiques hydrauliques du réseau d'eau incendie (pression statique, pression résiduelle de chaque poteau, débit unitaire maximum à chaque poteau, pression résiduelle au débit maximum, débit maximum avec 3 poteaux incendie en fonctionnement simultané, pression résiduelle obtenu avec 3 poteaux incendie en fonctionnement simultané au débit maximum). <p>2.4 Accessibilité aux moyens d'intervention Les accès aux moyens d'intervention incendie doivent être aisés et maintenus dégagés en permanence.</p> <p>2.5 Plan de défense incendie L'exploitant établit, sous un délai maximal de 6 mois, un plan de défense incendie sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires pour prévenir la propagation d'un incendie au sein de</p>

l'établissement et qui formalise la stratégie définie à l'article 2.3 du présent arrêté.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du plan de défense incendie . Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du plan de défense d'incendie.

Le plan de défense incendie définit les mesures d'organisation et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

L'exploitant élabore et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du plan de défense incendie ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels avec la participation des services publics d'incendie et de secours) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant, notamment au maniement des moyens internes de défense contre l'incendie,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du plan

Constats : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 16 octobre 2020 sont appliquées à l'exception du point 2.5 "plan de défense incendie".

Bien que l'exploitant dispose des pièces attestant de moyens contre l'incendie, il n'a pas présenté de plan de défense lors de l'inspection.

L'Inspection des installation classée attire l'attention de l'exploitant sur la nécessaire mise en place d'une procédure écrite ainsi que "des moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du plan de défense incendie".

Ces éléments doivent être tracés dans un plan de défense incendie mis à disposition de l'Inspection.

L'ensemble de ces constats sont susceptibles de suites.

Concernant les points conformes, l'exploitant précise :

- article 2.1 Détection d'incendie au niveau des stockages extérieurs,

le réseau de détection a été finalisé en début d'année 2022 pour corriger un point aveugle sur la plateforme nord ;

- article 2.2 Surveillance,

une astreinte est assurée en semaine ainsi que les week-end et jours fériés par l'équipe de direction (nuits) et des personnels volontaires (à tour de rôle, week-end et jours fériés) avec un système de détection et un "levé de doute" par caméra (intrusion et incendie). L'exploitant travaille avec son assureur, et selon ses préconisations en matière de sécurité incendie, afin d'éviter la survenue d'un incendie et le cas échéant de lutter contre la propagation de celui-ci.

Observations :

Type de suites proposées : Susceptible de suites